

naïf. Même si toutes les sections avaient suivi une politique révolutionnaire intransigeante, cet examen serait nécessaire. Cela n'est pas le cas, pourtant, et il serait trop dur de démontrer qu'il en était ainsi à cause de la jeunesse de notre mouvement, des problèmes complexes qui se sont posés au cours de la guerre, comme celui de l'occupation de l'Europe par l'impérialisme nazi et par les impérialismes anglo-saxons et russe. Cette question de la position de notre section durant la guerre doit pour cela être discutée en détail. Les erreurs doivent être dénoncées et une résolution doit être adoptée sur cette question. Nous sommes de l'avis que la décision du S.I. de consacrer une partie de son rapport à ce problème ne permet pas l'ample discussion qui est nécessaire, et révèle clairement le désir de couvrir des erreurs que toute l'Internationale devrait connaître afin d'être en mesure de les éviter dans des cas semblables et pour qu'un régime sain prévale dans l'Internationale. Ainsi, personne ne sait qu'elle était l'attitude de la section française durant la guerre. Quelle position cette section avait vis-à-vis du « mouvement de libération nationale », des guerillas, etc. ? Personne ne le sait en détail, excepté les milieux bien informés des sommets. Les militants de base de toute l'Internationale ont non seulement le droit de le savoir, mais ils doivent le savoir afin d'être en mesure d'en tirer les leçons indispensables.

Toutes ces restrictions que le S.I. veut imposer à la discussion ont leur vrai sens si nous considérons les limites que le S.I. dans sa circulaire du 22 février, pose à la participation au congrès pour les sections et groupes de l'Amérique latine. Si le S.I. a des raisons d'encourager l'unification des différents groupes existant dans différents pays, dans la mesure où aucune divergence politique sérieuse ne les sépare, cela n'est pas une raison pour que les groupes qui n'ont pas réalisé l'unité soient exclus du congrès. Quant à la condition imposée d'accepter d'avance la discipline de la majorité du congrès, elle est unique dans l'histoire du mouvement ouvrier et les camarades de la minorité de la section canadienne ont tout à fait raison de juger que ce « n'est pas très sage et c'est faux ». C'est le moins qu'on puisse en dire ! Nous considérons que cette exigence est absurde parce qu'elle est imposée ouvertement pour empêcher un militant ou un groupe de militants de s'élever contre telle ou telle décision prise par la majorité, une fois qu'ils sont exclus à cause de leur désaccord. En dehors de cela, cette condition trahit la peur des fractions dont la légitimité est pourtant reconnue et cela a comme but de constituer un point de vue monolithique. Nous protestons contre

cette exigence et demandons au S.I. de reconsidérer la décision qu'il a prise à ce sujet.

Si le S.I. ne voit pas la nécessité de confier au congrès mondial plénipotentier la discussion des conditions dans lesquelles les différentes tendances peuvent coexister dans l'Internationale, c'est parce que ses tendances bureaucratiques l'inclinent à décider tous les problèmes par l'application d'une discipline formelle qui peut avoir un bon effet pour des yeux inexpérimentés, mais qui porte en soi un germe de dégénérescence dont les effets ne seront pas longs à se faire sentir, dans toute l'Internationale, empêchant tous les progrès des sections, perdant toutes les possibilités de rénovation idéologique pour l'Internationale, la frappant de stérilité et d'impotence vis-à-vis des événements révolutionnaires en préparation. Cela est presque inévitable si le S.I. réussit à manœuvrer le congrès comme il l'a fait jusqu'à présent.

Finalement, nous demandons que tous les groupes et partis qui adhèrent aux idées de la IV^e Internationale soient invités à participer au congrès avec tous les droits. Nous n'avons rien à craindre — tout au contraire — et par cela la IV^e Internationale donnera un exemple de démocratie révolutionnaire qui aura comme effet d'aider à dissiper l'accusation de sectarisme si souvent portée contre nous.

Pour conclure, nous demandons :

1^o Que les documents qui nous permettent de juger l'attitude des principales sections vis-à-vis de la guerre impérialiste et vis-à-vis des mouvements de « résistance nationale », ainsi que ceux concernant la question de la guerre sino-japonaise, soient mis en discussion. Cela doit être le premier point à l'ordre du jour.

2^o Que le programme transitoire soit réexaminé et mis à jour. Tout ce que le S.I. veut est une discussion sur la façon d'appliquer le programme. Pourtant, plusieurs points de ce programme sont dépassés (nous nous référons surtout au mot d'ordre du gouvernement P.C.-P.S., au front unique avec le stalinisme, aux nationalisations, etc.) et doivent être remplacés par d'autres. Quelles raisons peut-on donner pour le refus de discuter ces questions ?

3^o Que tous les groupes qui adhèrent aux idées de la IV^e Internationale soient invités à participer au congrès avec tous les droits et sans conditions.

4^o Que le S. I. ouvre la discussion sans y mettre aucun obstacle.

3 avril 1947.

MEXIQUE D. F.

Réponse au camarade MUNIS,

par SMITH

Le camarade Munis ne désarme pas.

Parti en guerre contre les organismes dirigeants de l'Internationale, mais en réalité contre la politique de l'Internationale, il ne perd pas une occasion de rendre la vérité tout à fait méconnaissable sur toutes les questions. Admettons que la clarté, la sincérité, la loyauté sont des vertus qui distinguent avant tout le camarade Munis. Son dernier document, écrit en collaboration avec le camarade Peralta et qui porte le titre « Attention ! » en est un exemple supplémentaire. « Attention ! » « garde » à quoi ? à qui ? Contre la préparation d'un congrès faussé, sans discussion politique suffisante, d'où sont exclus tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la majorité actuelle de l'Internationale, etc., congrès que le S.I. est en train de fabriquer.

Mais pourquoi le S.I. seul, camarade Munis, et non pas le Comité exécutif international dans son ensemble ? Et à l'unanimité, étant donné qu'aussi bien la première résolution concernant la préparation du congrès mondial, adoptée au plénum d'octobre, que la résolution complémentaire adoptée au plénum de mars 1947, ont été votées à l'unanimité par les délégués qualifiés des dix sections de l'Internationale, parmi les plus importantes, délégués appartenant à des tendances différentes.

Cette méthode, camarade Munis, qui consiste à concentrer les attaques contre le S.I. et à faire semblant d'ignorer que, sur toutes les questions importantes, qui concernent la vie de l'Internationale, ce n'est pas le S.I. mais l'assemblée représentative des sections de l'Internationale, c'est-à-dire le Comité exécutif international, qui décide, porte dans toutes les langues le qualificatif de loyale.

Camarade Munis, nous avons lutté pour que la direction

de notre mouvement ne soit pas confiée à quelques individus incontrôlés, mais pour qu'elle passe effectivement aux mains d'assemblées aussi représentatives que possible dans les conditions actuelles de l'Internationale, et nous y avons réussi. Nous avons veillé à ce que le Comité exécutif international se réunisse le plus souvent possible avec la plus large représentation possible et à ce qu'il discute en pleine connaissance de cause les problèmes de l'Internationale.

Pour la première fois, camarade Munis, et nous revenons à la reconnaissance de ce fait, l'Internationale fonctionne en tant que telle ; pour la première fois, la discussion sur toutes les questions par tous les camarades est réellement plus ample, plus libre et plus démocratique que jamais.

Depuis la conférence d'avril 1946, nous avons publié 14 bulletins intérieurs en français, 8 numéros de la revue « Quatrième Internationale » ; nous avons traduit et fait paraître en anglais, en allemand et en espagnol les principaux documents pour la préparation du congrès mondial, tout cela malgré le fait que, de toutes les sections de l'Internationale, une seule nous ait aidés matériellement.

Tes articles, camarade Munis, ont été publiés dans notre presse et tes brochures ont été distribuées par nos soins à toutes les sections et à toutes les organisations de la IV^e Internationale. Nous avons voulu servir l'Internationale, au lendemain de la guerre comme nous l'avons fait durant la guerre, sincèrement, dans la clarté politique et dans la mesure de nos forces et de nos capacités.

Il est faux, déloyal et triste d'entendre dire que le Congrès mondial se prépare sur une base de manœuvre. Nous avons lutté pour que quiconque veuille rester dans l'Internationale et appliquer loyalement les décisions démocratiquement prises

ne soit pas exclu, ni le W.P., ni la minorité de la section de la Nouvelle-Zélande, ni même l'I.K.D., malgré leurs réserves. Nous attendons de tous leurs documents pour la discussion internationale ; nous n'avons prescrit aucune restriction et nous n'avons pas refusé de discuter n'importe quelle question politique importante. Naturellement, camarade Munis, nous, et pas seulement nous, membres du S.I., mais l'écrasante majorité et presque l'unanimité des représentants des sections officielles de l'Internationale, sont contre la transformation du congrès en une foire où tout le monde vient, discute et repart sans obligations. Nous laissons de telles réunions aux amis de Pivert et autres héros des « larges » rassemblements internationaux, qui proclament leur modeste ambition de « régénérer », avec l'aide de leur « pensée » piteusement pauvre et incurablement centriste, le marxisme révolutionnaire que nous défendons. Non, camarade Munis, les sections de la IV^e Internationale réclament unanimement un congrès de l'Internationale fondée en 1938, un congrès de plus de trente sections de l'Internationale qui, malgré la guerre et l'isolement, ont agi comme les parties du même corps et avec le même sérieux et le même sens de responsabilité. Toutes les organisations dissidentes et autres qui se réclament de la IV^e Internationale sont invitées, seront là si elles le veulent, auront en principe voix consultative, mais le congrès, qui statuera, selon la résolution du plénum d'octobre 1946 en juge suprême (et non pas nous, les « manœuvriers », camarade Munis) sur le cas de chacune, aura la possibilité d'accorder voix délibérative à celles d'entre elles qui lui paraîtront dignes de cette confiance.

Notre but et notre volonté, camarade Munis, est de ne pas dissoudre l'Internationale, de ne pas la diluer dans un magma centriste informe, de ne pas en faire un cercle de discussions, mais de la consolider en tant que parti mondial, avec une ligne politique claire et une discipline ferme. Tes affirmations, camarade Munis, concernant les soi-disant « manœuvres » du S.I. pour fausser le congrès mondial ne correspondent à aucune réalité.

Tu écris que Smith, personnellement, a insisté au nom du S.I. pour que le camarade Red réoccupe, en revenant dans la section mexicaine, son poste de direction, parce que le camarade Red « soutient inconditionnellement la politique de la direction de l'Internationale ». C'est triplement faux, camarade Munis. Tout d'abord, la lettre a été écrite en son propre nom, et non au nom du S.I.

Deuxièmement, Smith n'a pas insisté, mais simplement exprimé un espoir, celui de revoir notre mouvement mexicain unifié, et il a suggéré aux camarades mexicains de ne faire preuve ni de préjugés, ni de discrimination envers les camarades du groupe Red et de les réintégrer même dans la direction (au cas, bien sûr, où certains d'entre eux auraient occupé auparavant des postes de direction).

Troisièmement, camarade Munis, le camarade Red ne soutient pas « inconditionnellement la politique de l'Internationale », loin de là. A plusieurs reprises, nous avons été obligés les uns et les autres d'exprimer nos désaccords.

Il ne serait pas inutile de donner le texte complet de la lettre que j'ai envoyée en mon propre nom au camarade Red. Le jour même où j'écrivais aux camarades mexicains de la section officielle pour leur suggérer de faire preuve de largesse d'esprit envers le groupe Red en vue de faciliter et de rendre durable la réunification de notre mouvement mexicain. Voici cette lettre :

« Le 7-3-47.

» Au camarade Red, Mexique.

» Cher camarade,

» Je regrette infiniment que les circonstances ne m'aient pas permis de vous rencontrer lors de mon dernier séjour aux Etats-Unis. Il m'était absolument impossible d'obtenir un visa pour le Mexique, et d'autre part, il ne me restait que très peu de temps pour me rendre à Texas, vous voir, et ensuite prendre mon bateau qui partait de New-York.

» En tout cas vous recevrez prochainement la visite d'un camarade chargé de mission de la part du S.I. et qui sera complètement qualifié pour discuter avec vous toutes les questions qui intéressent notre politique au Mexique et plus particulièrement la question de votre réintégration dans la section officielle. En effet, nous ne pouvons voir une autre solution à cette question. Politiquement, il nous est complètement impossible de trouver une justification sérieuse à cette scission.

» Vos divergences avec la section officielle sont d'ordre tactique et non pas programmatique. Elles peuvent être discutées dans le cadre de la même organisation. Voyez l'exemple récent qui nous a été donné aux Etats-Unis, où comme vous le savez déjà, le S.W.P. et le W.P. ont pris la décision de

s'unifier malgré les très sérieuses divergences politiques qui existent. La condition capitale de cette unification était la discipline politique et organisationnelle à l'Internationale.

Pour résoudre des questions comme la vôtre au Mexique, il faut partir de la considération que l'Internationale est maintenant un parti mondial centralisé et non pas une fédération de sections nationales.

» Il ne peut exister dans chaque pays qu'une seule section dans les cadres de laquelle toutes les tendances compatibles avec le programme de la IV^e Internationale peuvent se manifester. Les divergences avec la direction de la section intéressent l'ensemble de l'Internationale, et le Comité exécutif international les discutera tôt ou tard.

» Mais il serait criminel de vouloir résoudre de telles questions par des solutions unilatérales qui ne tiennent pas compte de l'existence de l'Internationale en tant que parti mondial, et de ses statuts. La période de petits groupes trotskystes faisant chacun sa propre politique et entretenant entre eux des relations organisationnelles plus ou moins lâches, est définitivement révolue. Nous ne pouvons rien faire de grand et de sérieux sans rompre résolument avec la mentalité des petits groupes de propagande, et sans partir d'une conception large de caractère du parti, de son régime intérieur centralisé et démocratique en même temps, contenant toutes les tendances, et de son travail extérieur tourné résolument vers les masses. En Europe, notre mouvement est pratiquement partout unifié maintenant. Aux Etats-Unis, le même processus est actuellement en marche. Les pays latino-américains ne doivent pas rester en retard.

» Au nom de l'intérêt suprême de notre mouvement au Mexique et de l'Internationale nous vous demandons, camarade Red, de reconsidérer la question de votre réintégration dans la section officielle.

» Il nous serait extrêmement pénible de perdre en vous et votre organisation, des camarades que nous avons toujours considérés comme des militants dévoués à notre internationale.

» Avec mes meilleures salutations communistes internationalistes. »

★

Il te sera, j'espère, difficile, camarade Munis, après la lecture de cette lettre, de continuer à soutenir la thèse que nous agissons par étroit esprit de fraction et non dans l'intérêt le plus général de l'Internationale. Notre attitude, dans toute l'Amérique latine est dictée par le même souci d'unifier notre mouvement sur des bases politiques et organisationnelles saines et non de soutenir coûte que coûte nos « amis ».

Nous avons, à ta disposition, et à la disposition de tous les camarades de l'Internationale, la correspondance complète avec toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale dans ces pays ; sa lecture t'éclairera sur notre façon « fractionnelle » d'agir dans tous ces cas.

Tu attaques comme « manœuvrière » la circulaire du 22 février 1947 que nous avons envoyée à ces organisations, parce qu'elle insiste sur la nécessité de l'unification de notre mouvement. Tu prétends que son but est d'exclure du Congrès mondial les organisations de ces pays qui n'ont pas achevé leur unification à cette date.

C'est encore une fois faux. La résolution du plénum d'octobre 1946 précise que toutes les organisations se réclamant de la IV^e Internationale peuvent participer au Congrès mondial si elles le veulent ; la question de leur voix, consultative ou délibérative, sera tranchée en définitive par le congrès lui-même. La même résolution précise que « dans le but de faciliter leur représentation effective (c'est-à-dire avec voix délibérative), les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale mais qui ne sont pas considérées comme sections officielles de la IV^e Internationale dans leur pays respectif sont invitées soit à rejoindre les sections officielles avant le Congrès mondial, soit à rediscuter avec elles et à résoudre la question de l'unification dans une organisation unifiée de la IV^e Internationale, ou dans le cas où il n'existe pas une section officielle d'essayer, sous le contrôle du C.E.I. de s'unifier, soit avant, soit pendant le Congrès mondial. Est-il spécialement caractéristique des « manœuvriers » de travailler pour l'unification de notre mouvement, d'insister et de revenir à chaque occasion sur cette question ?

En réalité tout ce faux bruit que tu soulignes, camarade Munis, autour de notre soi-disant « bureaucratisme », nos « manœuvres », etc., s'explique par le fait que ce que tu veux attaquer avant tout en nous c'est notre politique. Tu es en désaccord fondamental avec cette politique, et tu as rejeté plus d'un point important du programme trotskyste et de la tradition trotskyste.

Nous te répondrons très en détail et très patiemment sur tous les points de ton programme « rénovateur » de notre